

**Oral Joint Statement Submitted by**  
**Dominicans for Justice and Peace, Order of Preachers**  
**Franciscans International**

**31ème Session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies**  
**Item 10 – Dialogue interactif – Burundi**  
**Genève – 22 mars 2016**

Mr. le Président,

Dominicans for Justice and Peace et Franciscans International sont préoccupés par la situation au Burundi. Depuis le début de la crise en avril 2015, de graves actes de violence sont commis par des éléments proches du gouvernement et des éléments de l'opposition. Beaucoup de Burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins et ailleurs. Des milliers de personnes ont été arrêtées et emprisonnées, souvent de façon arbitraire et sans garantie de procédure légale. Des cas de disparitions s'observent toujours. Quelques médias privés ont été détruits et de nombreux journalistes sont en exil. Les libertés publiques sont gravement limitées.

La crise au Burundi est le reflet d'une société qui porte les blessures et les traumatismes du passé. Cette situation s'observe notamment à travers des discours conduisant à la haine ethnique.

Nous restons aussi préoccupés par les propos agressifs à l'endroit de l'Eglise Catholique au Burundi qui, de toute façon, se doit de remplir sa mission sociale.

S'il faut reconnaître certaines initiatives déjà prises par le gouvernement pour atténuer les tensions, il subsiste toujours un manque de confiance profond entre le gouvernement, les groupes d'opposition, une partie de la société civile et de la population.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'assurer un renforcement de la sécurité, en consolidant le mécanisme des observateurs internationaux des droits de l'homme. Il est aussi primordial que les médias privés trouvent un espace suffisant de liberté. Egalement, la société civile doit jouer pleinement son rôle et l'espace accordé à celle-ci doit être équitable pour tous ceux qui en font partie.

Il est nécessaire aujourd'hui d'engager un dialogue constructif et véritablement inclusif. La seule voix qui conduit à une paix durable doit passer par un dialogue entre tous les acteurs, y compris ceux qui sont à l'extérieur du pays, qu'ils soient membres des groupes d'opposition ou qu'ils fassent partie de la société civile.

Merci Mr. le Président.